

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 13/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FERTYLAGRY

43 lieu-dit Bois le Roi
45210 Griselles

Références : JC n°581/2023
Code AIOT : 0010014358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement FERTYLAGRY implanté La Petite Ronce 45210 Griselles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Alerté par Monsieur le maire de Griselles sur la constitution sur le site d'un important entreposage d'ensilage et des nuisances générées, l'inspection des installations classées a profité d'un déplacement sur le secteur pour faire une visite inopinée du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTYLAGRY
- La Petite Ronce 45210 Griselles
- Code AIOT : 0010014358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERTYLAGRY bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pour l'exploitation d'une unité de méthanisation qui fait l'objet d'un recours contentieux.

Cette unité devait être alimentée notamment par des cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE), principalement maïs et seigle dérobés. En l'absence de construction de l'unité de méthanisation (conséquence indirecte du contentieux en cours), l'exploitant a procédé à quelques aménagements sur le site et y assure un entreposage des CIVE déjà cultivées qui sont réexpédiées vers d'autres unités de méthanisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité d'entreposage des CIVE au regard de la prévention de la pollution des eaux et des sols et de la prévention des nuisances olfactives.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point 1 – Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	45 jours
2	Point 2 - Conformité AMPG – Réception des matières	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34bis	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Point 3 – Conformité AMPG – Prévention des odeurs	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Point 2 – Conformité AMPG – réseaux séparatifs	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal constat est le rejet en infiltration des jus d'ensilage, d'autant plus important que l'andain constitué par les ensilages n'est pas bâché, même sur la partie du tas qui n'est pas en cours

d'utilisation. L'autre constat est la présence d'odeurs significatives émanant des bassins sur la route qui longe le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 1 – Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 11 janvier 2021. [...]
Constats : [C1] L'exploitant entrepose un volume important d'ensilages de cultures à vocation énergétique (CIVE) sur une plateforme non aménagée pour récupérer la totalité des jus libérés et hors de la zone prévue par le dossier d'enregistrement. [C2] Les jus d'ensilage ne sont pas traités en méthanisation.
Observations : Le dossier de demande d'enregistrement précise que : 1 - les ensilages de végétaux étant stockés dans des silos à plat dédiés, ils sont susceptibles de produire des jus lors de précipitations mais aussi lors d'un début de dégradation de ces matières. La disposition du site de méthanisation de la SARL FERTYLAGRY prend en compte la récupération de ces jus. 2 - Les plateformes de réception des matières premières solides sont situées en point haut pour permettre l'écoulement des jus. 3 - La pré-fosse de réception des matières liquides est située en point bas afin de récupérer facilement et au maximum les jus issus du stockage des matières premières solides. L'intégralité de ces jus sera traitée en méthanisation. 4 - Les jus de silos produits sur le site de méthanisation de la SARL FERTYLAGRY seront stockés dans une pré-fosse de réception en béton qui sera totalement enterrée afin de permettre la récupération des jus de silos et eaux de ruissellement des plateformes bétonnées en gravitaire. Constat : Un important entreposage d'ensilage est présent au Nord du site à proximité du bois sur une partie du site dont le sol semble avoir été compacté mais sans revêtement étanche. L'andain d'ensilages n'est pas bâché. Des écoulements de jus d'ensilage sont constatés à même le sol et s'écoulent vers un avaloir qui rejoint par un réseau enterré un premier bassin étanche puis par débordement un bassin d'infiltration. Les jus de la plate-forme sont donc rejetés par infiltration dans les sols. Ces eaux sont manifestement polluées (couleur, odeur liée à la dégradation de la matière organique, présence de matières en surface des bassins....).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 45 jours

N° 2 : Point 2 – Conformité AMPG – réception des matières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34bis
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.
Constats : [C3] Les matières végétales brutes entreposées sur le site ne sont pas protégées des eaux pluviales alors que les jus sont collectés pour être rejetés par infiltration dans les sols.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Point 3 – Conformité AMPG – réseaux séparatifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.
Constats : [C4] Les eaux pluviales qui ne s'infiltrent pas directement dans les sols sont collectées, qu'elles soient polluées ou pas, par un seul réseau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point 4 – Conformité AMPG – Prévention des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des odeurs
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. [...] Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides. [...]
Constats : [C5] Des odeurs venant des 2 bassins recueillant et infiltrant les jus d'ensilage sont nettement perceptibles à l'extérieur du site.
Observations : L'exploitant n'a pris aucune disposition pour prévenir les odeurs au niveau des bassins (pas de pompage régulier des eaux polluées pour traitement sur un site autorisé, pas de limitation de la charge organique des eaux (ensilages non couverts...)).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

Annexe confidentielle – Planches photographiques



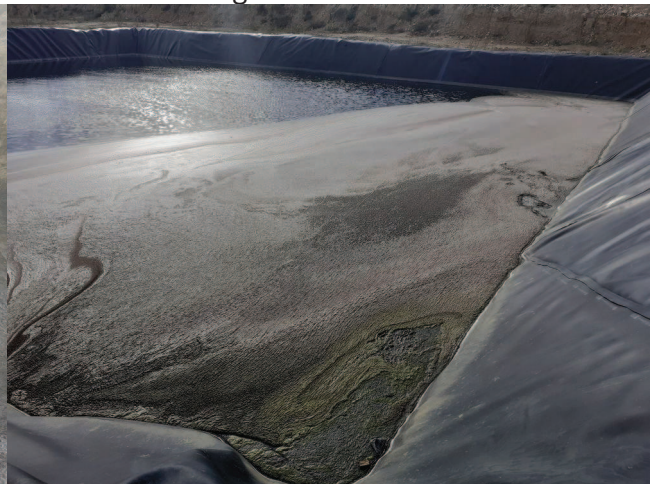
Ecoulement des jus sur la zone des ensilages



Andain des ensilages



Jus d'ensilage



Matières en surface du bassin étanche de collecte des eaux pluviales souillées par les jus d'ensilage



Matières en surface du bassin d'infiltration



Film de matières en surface du bassin étanche